



EXTRAIT N°52/2026 DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 16 JUILLET 2026

Date de la
convocation :
Le 08 juillet 2026

Nombre de
conseillers
municipaux
En exercice 33

En début de séance :

Présents 22
Procurations 8
Absents 3
Excusés 0

En cours de Séance :

Présents 22
Procurations 8
Absents 3
Excusés 0

L'an deux mil vingt-six, le seize du mois de juillet, le Conseil Municipal convoqué en session extraordinaire s'est réuni dans la salle des délibérations de la mairie de Saint-Joseph sur convocation, sous la présidence du maire, M. MONPLAISIR Yan.

PRESENTS :

Adjoints : Mme MIEVILLY Eliane, M. CRETINOIR Joël, Mme CATHERINE Marie-Lyne, Mme DUBO Corinne, M. CACLIN Laurent, Mme CAVALIER-DOURE Sandrine, M. ROSELET Jean-Christophe,

Conseillers municipaux : Mme LAMIN Marie-Josée, Mme LEGIEL Eliane, Mme MARLIACY Danielle, M. ARETO Joseph, M ADELAIDE Michel, M. CIDOLIT Bertrand, M. MELINARD Quincy, Mme PARFAIT Maëllie, M. LARAIRIE Ruddy, Mme Stéphanie BATIZA, Mme JEANNE-ROSE Laurence, M. GIBOYAU Jean-Claude, M. HERELLE Tedy, Mme XAVIER Oriane.

ABSENTS EXCUSES : M. ADELE Claude, (procuration à Mme MIEVILLY Eliane), M. NAPOLY Raymond (procuration à M ADELAIDE Michel), Mme MENCE Marielle, (procuration à Mme MARLIACY Danielle), Mme DUCADOS Anne-Caroline, (procuration à M. CACLIN Laurent), Mme CARDOU Josiane, (procuration à Mme LAMIN Marie-Josée), M. ADELE Lionel, (procuration à Mme DUBO Corinne), M. SAINT-HONORE Laurent(procuration à Mme JEANNE-ROSE Laurence), Mme LAMARTINIERE Nadine, (procuration à Mme JEANNE-ROSE Laurence),

ABSENTS NON-EXCUSES : M. THELESTE Johan, Mme COSTIER Luciane, M. PALIX Pierre

ASSISTANTS M. Pascal QUIONQUION (DGS), Mme Rose-Aimée DOUARVILLE-BLAISE (Assistante DGS), M. Steeve SAINT-ELIE (DGSA2), Mme Elona KRISTO (DST), Mme Rachel VALLERAY (DRH), M. Victor VALAYE (DIRFIN), Mme Audray LORDINOT (DSCVA)

Le quorum étant atteint, le président déclare la séance ouverte à seize heures et cinquante-cinq minutes et procède à la désignation du secrétaire de séance, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Mme CATHERINE Marie-Lyne pressentie, déclare accepter la fonction de secrétaire de séance qui lui est proposée.

Accusé de réception en préfecture
972-219722246-20260716-52-2026-DE
Date de télétransmission : 28/07/2026
Date de réception préfecture : 28/07/2026

Accusé de réception en préfecture
972-219722246-20260716-52-2026-DE
Date de télétransmission : 28/07/2026
Date de réception préfecture : 28/07/2026

**MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°70 DU 06/10/2025 PORTANT
CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT CHARGE(E) DE MISSION
ANIMATION ECONOMIQUE (H/F)**

Le Maire expose :

FONDEMENTS REGLEMENTAIRES :

- Code général des collectivités territoriales ;
- Code général de la fonction publique territoriale ;
- Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.
- Décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
- Décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;
- Décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
- Décret 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels ;
- Considérant le courrier du bureau du contrôle de légalité du 18/11/2025, indiquant qu'une délibération portant création d'emplois autorisant le recrutement d'agents contractuels doit mentionner la rémunération prévue pour l'emploi créé.

CONTEXTE :

Dans le cadre du renforcement du service des affaires économiques, la commune de Saint-Joseph souhaite structurer durablement son action en matière de développement économique local. Jusqu'à présent, les missions d'animation économique étaient assurées de manière ponctuelle ou mutualisée, ce qui limite la capacité de la collectivité à accompagner efficacement les acteurs économiques du territoire.

Afin de répondre aux enjeux de promotion du territoire, de valorisation des initiatives locales et de structuration des partenariats économiques, il est proposé de créer un emploi permanent de "Chargée(e) de mission animation économique (H/F)".

Ce poste sera placé sous la responsabilité de la Direction des affaires économiques, et exercé à temps complet. Il pourra être pourvu par un agent titulaire ou, à défaut, par un agent contractuel.

PERSPECTIVE :

La création de cet emploi permanent permettra :

- De promouvoir les forces vives du territoire : entreprises, filières agricoles, initiatives touristiques ;
- De valoriser les projets structurants à travers des supports de communication et des événements ;

Accusé de réception en préfecture
972-219722246-20260716-52-2026-DE
Date de télétransmission : 28/07/2026
Date de réception préfecture : 28/07/2026

- De créer des synergies entre les acteurs économiques et institutionnels locaux ;
- D'animer les réseaux professionnels et les partenariats publics/privés ;
- D'organiser et de participer à des manifestations économiques valorisant les savoir-faire locaux ;
- D'accompagner les entrepreneurs et entreprises locales dans leurs démarches de développement ;
- D'assurer une veille stratégique et sectorielle ;
- De contribuer au pilotage administratif, juridique et financier des projets économiques.

NIVEAU DE REMUNERATION :

Le poste pourra être positionné sur l'un des grades du cadre d'emplois des agents administratifs territoriaux ou des rédacteurs territoriaux, en fonction du profil et des compétences du candidat retenu.

Dans cette hypothèse, la rémunération sera fixée par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ou des rédacteurs territoriaux, en fonction du grade de référence retenu, en tenant compte du profil et de l'expérience de la personne recrutée.

Le traitement sera calculé par référence à l'échelon, augmenté des 40%. L'agent bénéficiera du régime indemnitaire en vigueur.

Le poste sera exercé à temps complet pour une durée de 36 heures et 30 minutes hebdomadaires. Il pourra être pourvu par un agent titulaire ou, à défaut, par un agent contractuel conformément aux dispositions.

.....
Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité,

D'AUTORISER l'annulation et le remplacement de la délibération N°70 en date du 06/10/2025 afin de préciser la rémunération prévue pour la création d'un emploi permanent de " Chargé(e) de mission animation économique (H/F)", relevant de l'un des grades du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ou des rédacteurs territoriaux, à temps complet.

DE CREER un emploi permanent de "Chargé(e) de mission animation économique (H/F)", relevant d'un des grades du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ou des rédacteurs territoriaux, à temps complet ;

DE RECRUTER un agent titulaire ou, à défaut, d'un agent contractuel ;

D'INSCRIRE les crédits correspondants au budget de l'exercice en cours.

Extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Saint-Joseph, le 16 juillet 2026

Certifié exécutoire compte
tenu de la transmission
en préfecture



Le Maire

Yan MONPLAISIR

Accusé de réception en préfecture
972-219722246-20260716-52-2026-DE
Date de télétransmission : 28/07/2026
Date de réception préfecture : 28/07/2026